



# Boko Haram : Les filles enlevées sont devenues des outils de la politique impériale des États-Unis en Afrique

Par [Glen Ford](#)

Mondialisation.ca, 27 mai 2014

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Droits des femmes](#), [Guerre USA](#)  
[OTAN](#)

L'occupation militaire «humanitaire» de l'Afrique voulue par les États-Unis a été un succès, à ce jour. « Comme la campagne de Joseph Kony en Afrique centrale, les enlèvements des lycéennes de Chibok ont servi aux mêmes fins la politique étrangère des États-Unis ». Imaginez : la superpuissance qui a financé le génocide de six millions de personnes au Congo, affirme être le défenseur des adolescentes et des droits de l'homme sur le continent. Si vous croyez cela, alors vous êtes probablement un membre du Congressional Black Caucus (Le Caucus noir du Congrès est l'un des caucus du Congrès des États-Unis, représentant les élus Afro-étatsuniens du Congrès).

*Le groupe « Boko Haram, comme d'autres djihadistes, est devenu plus dangereux dans l'ère de l'Afrique post-Kadhafi permettant aux Etats-Unis de justifier une présence militaire plus importante. »*

Le chœur de l'opinion publique outragée exige de la « communauté internationale » et de l'armée nigérienne de « faire quelque chose ! » concernant l'enlèvement par Boko Haram de 280 adolescentes. Il est difficile de critiquer le consommateur étatsunien moyen, victime d'une « information » en kit, de ne pas savoir grand chose de ce que l'armée nigérienne a effectivement « fait » pour éliminer les rebelles fondamentalistes musulmans puisque, comme l'éditorialiste [Margaret Kimberley](#) l'a souligné dans ces pages, la semaine dernière, les trois réseaux de télédiffusion étatsuniens n'ont pas diffusé « un seul documentaire d'informations sur Boko Haram à la télévision » pour l'ensemble de l'année 2013. (Pas plus que les sociétés de désinformation n'ont couvert l'effusion de sang se déroulant actuellement en République centrafricaine, où des milliers de personnes sont mortes et un millions de personnes se retrouvent sans abris suite à des luttes intercommunautaires durant cette année). Mais, cela ne signifie pas que l'armée nigérienne n'a pas bombardé, mitraillé, et massacré sans discernement des milliers, principalement, de jeunes hommes dans le nord à majorité musulmane du pays.

Le public étatsunien nouvellement conscientisé peut appeler ou ne pas appeler au bain de sang, mais des fleuves de sang ont déjà coulé dans la région. Ces Étatsuniens qui lisent – qui, sans doute, soutiennent la Première Dame Michelle Obama, qui a pris la place de son mari à [la radio](#) la semaine dernière pour demander l'aide étatsunienne pour récupérer les filles- ont sans doute appris dans le New York Times l'offensive sauvage réalisée par l'armée près de la frontière avec le Niger, en mai et juin de l'année dernière. Dans la ville de Bosso, l'armée nigérienne a tué des centaines de jeunes hommes en tenue traditionnelle musulmane « sans demander qui ils sont », selon [les titres du New York Times](#). « Ils ne posent pas de questions », a déclaré un témoin qui a fui plus tard, comme des milliers

d'autres, pour sauver sa vie. « Quand ils voient des jeunes hommes en robes traditionnelles, ils les tuent sur place », a déclaré un étudiant. « Ils attrapent la plupart des autres et les emmènent, puis on n'entend plus parler d'eux. »

*« Quand ils voient les jeunes hommes en robes traditionnelles, ils les tuent sur place. »*

Adam Nossiter du Times a interrogé de nombreux réfugiés qui ont fui les exactions de l'armée ayant contribué « aux campagnes militaires terrestres et aériennes pour écraser l'insurrection de Boko Haram ». Il a déclaré : « Tous ont évoqué un climat de terreur qui les a poussé, par milliers, à fuir à travers des paysages semi-désertiques rudes et étouffants, sur des dizaines de kilomètres, parfois à pied, jusqu'au Niger. Certains accusent Boko Haram – une ombre, rarement entrevue par la plupart des habitants – d'être responsable de la violence. Mais l'écrasante majorité a blâmé l'armée, disant qu'ils avaient fui leur pays à cause de cela ».

Dans un seul village, 200 personnes ont été tuées par l'armée.

En [mars](#) de cette année, les combattants présumés de Boko Haram ont attaqué une caserne et la prison dans la ville septentrionale de Maiduguri. Des centaines de prisonniers se sont enfuis, mais 200 jeunes ont été arrêtés et contraints de s'allonger sur le sol. Un témoin a déclaré au Times : « Les soldats ont fait quelques appels et quelques minutes plus tard, ils ont commencé à tirer sur les gens. J'ai compté 198 personnes tuées à ce point de contrôle ». Tout compte fait, selon Amnesty International, plus de 600 personnes ont été sommairement assassinées, « la plupart d'entre elles n'avait pas d'armes, étaient des détenus en fuite, autour de Maiduguri. » [950 prisonniers supplémentaires ont été tués dans la première moitié de l'année 2013](#) dans les établissements de détention gérés par l'armée nigérienne, beaucoup l'ont été dans la caserne de Maiduguri. Amnesty International cite un officier supérieur de l'armée nigérienne, s'exprimant anonymement : « Des centaines de personnes ont été tuées en détention soit par balle soit par suffocation ». « Il y a eu des périodes où les gens ont été amenés quotidiennement pour être tués. Environ cinq personnes, en moyenne, ont été tués chaque jour. »

Chibok, où les adolescentes ont été enlevées, se situe à plus de 100 kilomètres de Maiduguri, capitale de l'Etat de Borno.

En 2009, lorsque la secte de Boko Haram n'avait pas encore été transformée en une opposition bien armée, les militaires ont exécuté sommairement leur chef menotté et ont tué au moins 1.000 membres accusés dans les Etats de Borno, Yobe, Kano et Bauchi. Beaucoup d'entre eux étaient apparemment simplement des jeunes des quartiers suspects. Une vidéo terrible montre les militaires au travail. « Dans [la vidéo](#), un certain nombre d'hommes non armés sont obligés de s'allonger sur la route à l'extérieur d'un bâtiment avant d'être abattus », rapporte Al Jazeera dans le texte qui accompagne la vidéo. « Au moment où un homme est sorti pour être exécuté, l'un des agents dit à son collègue de « tirer dans la poitrine mais pas à la tête – Je veux son chapeau. »

*« 950 prisonniers ont été tués dans la première moitié de l'année 2013 dans les établissements de détention gérés par l'armée du Nigeria. »*

Ce ne sont que des exemples de la réponse de l'armée nigérienne face à Boko Haram – il s'agit d'atrocités qui sont liées au comportement horrible de Boko Haram. L'armée a refusé l'offre du groupe d'échanger les filles enlevées contre des membres de Boko Haram

actuellement emprisonnés. (Nous ne devrions pas présumer que toutes les personnes détenues sous l'appellation Boko Haram soient en fait membre de cette secte – mais seulement que tous ces détenus font face à une exécution arbitraire et imminente.)

Aucun élément de ce qui précède n'est censé cautionner la secte Boko Haram dans cette histoire macabre (les djihadistes religieux fondamentalistes ne trouvent pas grâce aux yeux de BAR ), mais il s'agit plutôt de mettre l'accent sur la culpabilité et la part de responsabilité de l'armée nigérienne dans la trajectoire folle du groupe – les mêmes militaires que beaucoup des activistes ayant signé la pétition « Sauvez nos filles » exhortent à prendre des mesures plus décisives dans la région Borno.

L'endroit où la secte Boko Haram s'est retirée avec ses captives était déjà une zone sous surveillance, où tout ce qui bouge est soumis aux interventions par avion du gouvernement. Les forces aériennes nigériennes ont maintenant été rejointes par des [avions de surveillance étatsuniens](#) opérant à partir de la nouvelle base de drone US au Niger voisin, consolidant davantage l'AFRICOM et la CIA dans le paysage continental. La semaine dernière, il a été annoncé que, pour la première fois, les troupes de l'AFRICOM formeront un bataillon de rangers nigérien dans la guerre de contre-insurrection.

Les enlèvements de Chibok ont servi aux mêmes fins la politique étrangère des États-Unis que la campagne Joseph Kony en Afrique centrale, qui avait été mise en avant pour justifier le stationnement permanent de [forces spéciales étatsuniennes](#) en République démocratique du Congo, en Ouganda, au Rwanda, en République centrafricaine et au Sud Soudan, en 2011, pour des raisons humanitaires à visée interventionniste. (Durant le dernier mois de mars, les États-Unis ont envoyé [150 commandos supplémentaires](#) dans la région, affirmant avoir de nouveau repéré Kony, que l'on dit gravement malade, isolé avec un petit groupe de disciples, quelque part en République centrafricaine). Les États-Unis (et la France et la Grande-Bretagne, ainsi que le reste de l'OTAN, le cas échéant) doivent maintenir une présence permanente en Afrique pour défendre le continent des... Africains.

Quand la foule hurle aux États-Unis « Faites quelque chose ! ». Quelque part en Afrique, l'armée étatsunienne est probablement déjà là.

*« Les troupes de l'AFRICOM formeront un bataillon nigérien dans la guerre de contre-insurrection. »*

Barack Obama n'a certainement pas besoin d'encouragement pour intervenir ; sa présidence est étroitement liée à la fondation de l'AFRICOM et à son expansion. Obama a étendu la guerre contre la Somalie qui a été lancée par George Bush en partenariat avec le régime génocidaire éthiopien, en 2006 (une invasion qui a conduit directement à ce que l'ONU déclare qu'il s'agissait de « la pire crise humanitaire de l'Afrique »). Il a construit sa politique étrangère sur l'héritage de Bill Clinton et de George Bush en République Démocratique du Congo, où les états partenaires des États-Unis comme l'Ouganda et le Rwanda ont provoqué depuis 1996 un massacre de 6 millions de personnes – le plus grand génocide de l'ère post Seconde Guerre mondiale. Il s'est félicité de la création du Soudan du Sud comme la plus jeune nation du monde – l'aboutissement d'un projet de plusieurs décennies des États-Unis, de la Grande-Bretagne et d'Israël qui ont contribué à démembrer le plus grand pays de l'Afrique, mais qui est maintenant tombé dans un chaos sanglant, comme tout ce que touchent les États-Unis, ces jours-ci.

Face à la situation des jeunes femmes de Chibok, le plus remarquable est qu'Obama a

soutenu le changement de régime organisé par l'OTAN en Libye, en supprimant le rempart anti-jihadiste qu'était Mouammar Kadhafi (« Nous sommes venus, nous avons vu, il est mort », a déclaré Hillary Clinton) et a contribué à déstabiliser la région sahélienne du continent, tout en bas au nord du Nigéria. En tant que rédacteur de BAR et chroniqueur Ajamu Baraka a écrit dans le numéro actuel, « Boko Haram a bénéficié de la déstabilisation de divers pays à travers le Sahel suite au conflit en Libye ». Le groupe qui était « occulte » auparavant, arbore à présent de nouvelles armes et des véhicules. Il est clairement mieux formé et discipliné.

En bref, Boko Haram, comme d'autres djihadistes, est devenu plus dangereux dans l'Afrique post-Kadhafi - justifiant ainsi une présence militaire plus grande pour les mêmes étatsuniens et (surtout français) des Européens qui ont été à l'origine des convulsions qui frappent la région.

Si Obama a son plan, ce sera une très longue guerre - pour mieux développer AFRICOM - avec quelques alliés très peu recommandables (tant d'un point de vue nigérian qu'étatsunien). Quoi que fasse Obama pour renforcer la présence étatsunienne au Nigeria et dans le reste du continent, il peut compter sur le Congressional Black Caucus, y compris ses membres les plus « progressiste », Barbara Lee (D-CA), le seul membre du Congrès des États-Unis à avoir voté contre l'invasion de l'Afghanistan, en 2001. Lee, avec Représentants Marcia Fudge (D-Ohio), Sheila Jackson Lee (D-Texas) et son compatriote californien Karen Bass, qui est un membre de rang du comité pour l'Afrique, ont donné [carte blanche](#) à Obama pour « Faire quelque chose ! » au Nigeria. Ils ont déclaré : « Et donc notre première demande est d'utiliser toutes les ressources pour mettre ces voyous terroristes en justice ».

Il y a un an et demi, quand les efforts de l'ambassadeur de l'ONU, Susan Rice, pour la promotion de la diplomatie étatsunienne, ont été torpillés par la controverse de Benghazi, une douzaine de membres du Congrès noirs couraient à sa défense. « Nous ne permettrons pas qu'une fonctionnaire brillante soit attaquée afin de la déconsidérer pour le poste de secrétaire d'Etat », a déclaré à Washington, la déléguée Eleanor Holmes Norton.

Comme toutes les personnes qui savent lire, les membres du Caucus noir étaient certainement au courant du scandale diplomatique concernant le rôle de Rice dans la suppression des rapports des Nations Unies sur le Rwanda, alliés des États-Unis, et des actes de génocide de l'Ouganda contre le peuple congolais. De toutes les personnalités politiques, Rice - interventionniste enragée - est la plus intimement impliquée dans l'holocauste qui a eu lieu au Congo, datant de la politique menée par Clinton. Apparemment, ce n'est pas cette partie du dossier de Rice qui intéresse les Délégués Norton et le reste du Black Caucus. Un génocide contre les Africains les laisse insensible.

Alors, pourquoi devrions nous croire qu'ils sont vraiment préoccupés par le sort des filles de Chibok ?

Glen Ford

BAR executive editor Glen Ford can be contacted at [Glen.Ford@BlackAgendaReport.com](mailto:Glen.Ford@BlackAgendaReport.com).

Article original :



[Kidnapped Girls Become Tools of U.S. Imperial Policy in Africa, Black Agenda Report,](#)

16 mai 2014

Traduction : SLT, [Le blog de Sam La Touch](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Glen Ford](#), Mondialisation.ca, 2014

---

Articles Par : [Glen Ford](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)